

Une dernière observation : la fièvre de prise de contrôle au Canada a commencé bien avant l'arrivée du PEN. Elle a impliqué des entreprises canadiennes tout autant qu'étrangères, et des secteurs autres que l'énergie. Il me semble donc que certains de ces nouveaux " spécialistes " de la question canadienne auraient intérêt à prendre un peu de recul pour mieux voir la situation.

...Je me suis quelque peu attardé sur mon sujet ce soir pour discuter des investissements et des politiques énergétiques au Canada. Je l'ai fait parce que ce sont des domaines qui préoccupent nombre d'Américains, et que cela me semblait une bonne occasion d'expliquer la position canadienne devant un auditoire composé en bonne partie d'Américains. Je ne voudrais toutefois pas laisser l'impression que ces préoccupations ainsi que nos réactions reflètent exactement l'état des relations entre nos deux pays. Le comportement des États-Unis en matière de commerce et d'investissement n'est pas sans reproche. Ainsi, votre pays a pris des mesures pour aider des secteurs industriels qui avaient de la difficulté à affronter la concurrence internationale. Je pourrais vous citer de fort nombreux cas où vous privilégiez les achats de produits des États-Unis. Il existe des secteurs de l'économie américaine d'où les investisseurs étrangers sont exclus. Dans les secteurs de l'environnement et des pêches, nous attendons toujours que des mesures soient prises au regard de questions qui nous préoccupent mutuellement. Si c'est à contrecœur que je soulève ces questions, cela permet toutefois de mieux situer le contexte bilatéral.

Permettez-moi de terminer ces observations en revenant à un point que j'ai déjà mentionné. L'état des relations avec les États-Unis est, pour le Canada, une question cruciale et très délicate sur le plan politique. Les questions d'énergie et d'investissement sont au cœur des relations entre nos deux pays. Le gouvernement canadien s'est doté, dans ces secteurs, de politiques qui bénéficient d'un large appui national. Il s'est efforcé de tenir compte des préoccupations américaines (nous avons, par exemple, amendé certaines dispositions du PEN), mais les grandes lignes de nos politiques sont établies. Elles sont établies parce qu'elles correspondent au ferme désir du peuple canadien. Elles se situent non seulement dans le grand courant politique de notre pays, mais également dans le courant plus vaste de notre histoire économique et politique contemporaine.

Mais entendons-nous bien. Contrairement à ce qu'on lisait dans un récent rapport du Conseil atlantique sur la question, les politiques financières et énergétiques du Canada ne sont pas le fruit d'un opportunisme politique à courte vue. La genèse de ces politiques remonte à au moins deux décennies de débats nationaux animés et intenses. Ce serait une erreur que de supposer qu'un gouvernement canadien pourrait ou voudrait résister à cette détermination de plus en plus marquée de son peuple de pouvoir contrôler adéquatement sa propre destinée.

Les récriminations ne nous mèneront nulle part — sauf à un environnement plus surchauffé et plus nationaliste au Canada.

L'histoire des relations canado-américaines a démontré que nos deux pays peuvent suivre chacun leur chemin, tout en maintenant des liens d'amitié et de respect issus de l'héritage des mêmes valeurs fondamentales — que nous avons défendues pendant les

Des politiques
à long terme